

# À Lacq, les clés du

INDUSTRIE L'inauguration aujourd'hui de la nouvelle unité de Toray revêt

Ce n'est pas tous les jours que l'on inaugure une usine. Même si à Lacq on en a pris l'habitude ces dernières années (lire ci-dessous). Mais celle-ci sera saluée ce matin et élève ses flancs orangés au-dessus de la voie ferrée et de la RD 817 porte en elle des perspectives de développement si colossales que son implantation pourrait signifier un tournant sur le complexe industriel.

« Pour Lacq, nous serons un catalyseur » a d'ailleurs indiqué plusieurs fois Bernard Martin, PDG de Toray Carbon fibers Europe, le groupe à l'honneur aujourd'hui. Et qui dévoile là le second maillon de sa « carbon valley ». Décryptage.

## De quoi s'agit-il ?

D'une unité de fabrication de polyacrylonitrile (on dit le PAN). La première en Europe. Le projet est porté par le groupe japonais Toray, qui emploie près de 40 000 personnes dans 23 pays.

L'industriel est présent depuis 1982 sur le bassin de Lacq, à Abidos Il a participé, via une joint-venture, à la création de la SOFICAR (société des fibres de carbone) avec Elf-Aquitaine. D'abord minoritaire, à 35 %, il est monté progressivement au capital avant d'en contrôler, début 2012, l'intégralité. À Abidos, l'unité de production de fibres de carbone compte aujourd'hui près de 400 personnes. Après des débuts compliqués, elle s'est imposée, sous l'égide de son dirigeant historique Michel Brisson, dans le secteur aéronautique. 5 200 tonnes de fibres de carbone sortent chaque année des cinq lignes de production.

## Pourquoi une 2<sup>e</sup> usine après celle d'Abidos ?

L'idée de Toray est de créer une filière intégrée de la fibre de carbone, non loin de son principal client, Airbus. L'avionneur a d'ailleurs encouragé l'industriel à cet investissement. C'est ce que l'on appelle déjà la « carbon valley ».

Pour cela, il faut travailler à deux niveaux : en aval de l'usine d'Abidos et en amont.

C'est cette dernière étape qui est d'abord lancée via le projet dit SE-1, officialisé en mars 2012. Élaboré à partir d'un polymère issu du pétrole, le PAN est le précurseur (matière première) de la fibre de carbone. Jusqu'alors, il arrivait du Japon, débarquait au Havre avant de gagner le Béarn. Désormais, il sera fabriqué à 3 kilomètres de l'unité de fibre, sur un site équipé pour l'industrie chimique.

## Quel investissement et quelles retombées ?

Le chiffre officiel, c'est 100 millions d'euros. C'est du moins celui que le groupe japonais avance pour sa communication. En réalité, c'est sans doute beaucoup plus, autour de 120. Côté emploi, c'est un peu moins de 70 pour SE-1. Avec deux ou trois transferts de cadres depuis Abidos et, pour le reste, de nouvelles recrues. Pour embaucher, Toray a signé un accord avec Pôle Emploi.

## Et maintenant ?

Passée cette inauguration, Toray va accentuer son ancrage à Lacq. Son état-major rejoindra, depuis Abidos, les bureaux laissés libres par Total. Un centre technologique sera installé à proximité, soit 30 emplois de plus.

À plus long terme, deux autres étapes sont espérées, en fonction bien sûr de l'activité. D'abord, sur l'amont en complétant SE-1 par des SE-2 et SE-3. Ensuite, en aval avec une unité dite de pré-impregnation près du site de production d'Abidos où du foncier est disponible. L'impregnation est l'étape qui précède l'assemblage à Toulouse (où à Anglet pour Dassault). Si ces projets vont à terme, la « carbon valley » pourrait peser plus de 600 emplois directs. Dans le même temps, l'entreprise cherche de nouveaux marchés pour sa fibre et prospecte dans l'éolien, la glisse ou l'offshore. ■ ERIC NORMAND



L'usine Toray, en orange, occupe le Nord



La demande en fibre de carbone augmente l'A350 d'Airbus est ainsi composé à plus

## Quatre usines sur les 220

Le visage de la plate-forme historique de Lacq a été considérablement modifié ces dernières années.

C'est un rectangle de 220 hectares à cheval sur les communes de Lacq et Arance. C'est ici que la SNPA a découvert le pétrole en 1949 puis le gaz deux ans après. L'industriel, devenu Elf, y a installé ses unités, ses équipements collectifs, utilités, employé des milliers de salariés durant des décennies. Et préparé très tôt, dès les années 70, une reconversion qui se traduit aujourd'hui par une salve de créations de nouvelles usines en finalement peu d'années.

Ainsi en 2009, un an après sa mise en service, c'est l'usine Abengoa, spécialisée dans la production de biocarburants qui est inaugurée. Une cérémonie très

# projet de Toray

une dimension particulière dans le paysage de la reconversion de Lacq.



de la plate-forme de Lacq, 16 hectares ont été dépollués afin de permettre sa construction. © CHEMPAC



de 15 % par an. Un avion comme de 50 % de fibres. © RPP/PP



La pose de la première pierre le 29 juin 2012 avec le PDG de Toray Akihiro Nikkaku et Bernard Martin, à la tête de Toray CFE. © ARD/IVES JEAN-PHILIPPE GONNET

## nouvelles implantées en huit ans hectares de la plate-forme Induslacq



La plateforme Induslacq (ici avant la construction de l'usine Toray), 220 hectares industriels en pleine reconversion. © TOTAL

discrète à l'image de la communication de l'industriel espagnol depuis son arrivée en Béarn. Montant de l'investissement,

190 millions d'euros pour 75 emplois créés.

Quatre ans plus tard, à l'automne 2013, c'est en présence du premier ministre Jean-Marc Ayrault que la Sobegy, filiale de Total et Cofely, dévoile sa nouvelle unité de gaz. Dans le cadre du projet Lacq Cluster chimie 30 (LOC30), cet équipement permet d'exploiter les 3 % de gaz restant pour fournir les industriels. Le tout pour 156 millions d'euros.

Dix mois après cet événement, aujourd'hui donc, nouvelle inauguration avec l'usine de PAN de Toray qui aura nécessité, elle, un investissement de 120 millions d'euros. Et dans environ deux ans, on devrait remettre cela avec cette fois-ci la mise en service de l'usine biomasse, baptisée Bioloq, du groupe Cofely. La première pierre a été posée cet été par le PDG de

GDF-Suez Gérard Mestrallet. Investissement : 56 millions d'euros.

Près de 3 millions investis par hectare à Induslacq

A eux seuls, ces quatre grands projets auront donc mobilisé 522 millions d'euros. Et si l'on ajoute d'autres investissements plus modestes comme ceux de Messer, OP Systèmes, M21, Arkéma, la reconversion des bureaux de TEPP ou encore le vaste chantier de dépollution menée par Retia, l'enveloppe doit être supérieure à 600 millions.

Soit près de 3 millions injectés par hectare sur la plate-forme. Sachant que cette série vertueuse n'est pas encore terminée. Total par exemple s'est gardé six hectares pour de nouveaux projets. ■ E.N.

## ZOOM

### Plusieurs années de négociations

Avant l'annonce officielle du 8 mars 2012, cela faisait plusieurs années que Michel Brisson militait pour ce projet. Mais la crise de 2009 a retardé le projet, la Soficar étant même obligée de réduire sa production à l'époque. Tout comme le tsunami de 2011 qui a fortement impacté l'économie japonaise. Pour convaincre les dirigeants japonais, il a aussi fallu la grosse implication du groupe Total, et notamment celle personnelle du PDG Christophe de Margerie. Celle là aussi des élus locaux — le député David Habib s'est rendu au Japon pour plaider les avantages du site béarnais en concurrence avec une plateforme coréenne — ainsi que l'appui financier de trois collectivités qui abondent à hauteur de 4 millions chacune au tour de table : la communauté de communes de Lacq-Orthez, le conseil général des Pyrénées-Atlantiques et le conseil régional. Le souhait d'Airbus d'avoir un de ses principaux partenaires à proximité de ses usines toulousaines d'assemblage a également pesé dans ce choix.